Le siècle de Lénine, Serge HALIMI, Le Monde diplomatique octobre 2017 page 11

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques. Au départ, le nom ne renvoie pas à un territoire mais à une idée : la révolution mondiale. Ses frontières seront celles du soulèvement qui a triomphé en Russie, puis de ceux qu’on attend ailleurs. Sur le coin supérieur gauche d’un immense drapeau rouge, une faucille et un marteau symbolisent le nouvel État, dont le premier hymne national sera… L’Internationale. Internationaliste, le fondateur de l’Union soviétique l’est à n’en pas douter. Lénine a vécu une bonne part de sa vie de révolutionnaire professionnel en exil (Munich, Londres, Genève, Paris, Cracovie, Zurich, Helsinski…). Et il a participé à presque tous les grands débats du mouvement ouvrier. En avril 1917, lorsqu’il revient en Russie, où la révolution vient d’éclater et le tsar d’abdiquer, son train a beau traverser le territoire allemand au plus fort de la Grande Guerre, on y entend La Marseillaise, un chant qui incarne pour ses camarades la Révolution française. À bien des égards, cette référence est plus présente que l’histoire de la Russie des tsars dans les textes de Lénine. Faire aussi bien que les Jacobins, « le meilleur exemple de révolution démocratique et de résistance à la coalition des monarques (1) », durer plus longtemps que la Commune de Paris, telle sera son obsession. Le nationalisme n’y tient aucune place.

Le chef bolchevique (voir « Les partis en présence ») le rappellera plus tard : dès 1914, à rebours de la quasi-totalité des socialistes et des syndicalistes européens qui se laissèrent enrôler dans une « union sacrée » contre l’ennemi étranger, son parti « n’avait pas craint de préconiser la défaite de la monarchie tsariste et de stigmatiser une guerre entre deux rapaces impérialistes ». Sitôt parvenus au pouvoir, les bolcheviks ont donc « proposé la paix à tous les peuples [et entrepris] tout ce qui était humainement possible pour hâter la révolution en Allemagne et dans les autres pays » (2). L’internationalisme, encore. Suprême paradoxe, qui sera lourd de conséquences : un parti voué à la dictature du prolétariat profite de l’effondrement soudain de la dynastie des Romanov et de l’absence d’autres candidats sérieux au pouvoir (3) pour s’emparer de l’appareil d’État dans un pays où la classe ouvrière représente à peine 3 % de la population. Mais, au fond, peu importe au départ puisque le salut, le relais, le secours doivent venir de l’étranger, des pays plus avancés, des prolétariats plus puissants, plus instruits politiquement. C’est une question de semaines, de mois peut-être : en Allemagne, en France, en Italie, au Royaume-Uni, la colère monte, les mutineries se multiplient. En octobre 1917, Lénine s’impatiente. Le soulèvement russe ne peut plus attendre alors que se manifestent les « symptômes irrécusables d’un grand tournant, d’une veille de révolution à l’échelle mondiale ». Il revient aux bolcheviks de tirer la première salve. En attendant la relève.

À Berlin, Munich, Budapest, la relève est écrasée. Et, quand le nouveau pouvoir propose « à tous les peuples belligérants la paix immédiate sans annexions ni indemnités », l’Allemagne impériale poursuit les hostilités, assurée que les soldats russes, eux, en ont assez d’être massacrés. Pour se sauver, en signant le traité de Brest-Litovsk, le jeune État renonce à une partie de son territoire. Il cède de l’espace contre du temps, en espérant toujours la révolution en Europe… Mais c’est la contre-révolution qui s’active : au lieu de la « paix des travailleurs faite contre tous les capitalistes » réclamée par Lénine, dix corps expéditionnaires (États-Unis, Canada, France, Royaume-Uni, Serbie, Finlande, Roumanie, Turquie, Grèce, Japon) se portent au secours des armées « blanches » pour rétablir l’ordre ancien. La Russie révolutionnaire émerge victorieuse de cette nouvelle guerre en 1921, mais dévastée. Et mise à l’index par des puissances qui lui seront d’autant plus hostiles qu’elle n’a jamais dissimulé son intention de les renverser. Après Octobre, le capital a perdu le pouvoir sur le plus vaste territoire de la Terre. Et, comme si ce coup de tonnerre ne suffisait pas, le communiste — hirsute, menaçant, cosmopolite, juif, un couteau entre les dents (lire ce qu’en écrivait Albert Londres en 1920) — ne représente pas seulement une particularité nationale russe qu’on pourrait à la rigueur contenir derrière un cordon sanitaire. C’est également l’ennemi intérieur, le fantassin discipliné d’une Internationale qui a Moscou pour capitale, la menace obsédante d’une révolution sociale. Ici, maintenant, ailleurs.

Une menace ? Une espérance aussi, persistante nonobstant les flaques de sang qui vont jalonner son parcours. En 1934, la philosophe et militante ouvrière Simone Weil dénonce « l’outrage infligé à la mémoire de Marx par le culte que lui vouent les oppresseurs de la Russie moderne ». Pourtant, trois ans plus tard, au plus fort des purges staliniennes à l’issue desquelles 70 % des dirigeants bolcheviques sont fusillés (lire la lettre-testament de Nikolaï Boukharine, « À la génération future »), elle écrit : « Le mythe de la Russie soviétique est subversif pour autant qu’il peut donner au manœuvre d’usine communiste renvoyé par son contremaître le sentiment que malgré tout il a derrière lui l’Armée rouge et Magnitogorsk, et lui permettre ainsi de conserver sa fierté. Le mythe de la révolution historiquement inéluctable joue le même rôle, quoique plus abstrait ; c’est quelque chose, quand on est misérable et seul, que d’avoir pour soi l’histoire (4). »

Et ce fait demeure : en dépit de ses échecs, même dans ses formes les plus perverties, le système social qui a gouverné le tiers de la planète, le mouvement politique le plus important du siècle écoulé a signifié presque partout l’abolition de la propriété capitaliste, le développement de l’instruction, la santé gratuite, une émancipation des femmes, l’appui — diplomatique, militaire, financier, technique — apporté à la plupart des luttes anticoloniales et aux États indépendants qu’elles fondèrent. Sans oublier « une entreprise inédite de promotion politique des classes populaires » qui propulsera « des ouvriers et des paysans dans des instances de pouvoir réservées jusque-là aux seuls représentants de la bourgeoisie (5) ».

Car entre militants communistes les liens internationalistes se sont en définitive autant joué des langues, des religions, des ethnies, des frontières que les réseaux sociaux d’aujourd’hui. La charge d’espérance qui galvanisait le manœuvre d’usine évoqué par Simone Weil lorsqu’il pensait à Magnitogorsk dans la France radicale et laïque des années 1930 se retrouvait dans l’Allemagne protestante, la Chine confucéenne, l’Indonésie musulmane, auprès des ramasseurs de tabac de Cuba comme des tondeurs de moutons d’Australie (6). Quel mouvement politique peut en dire autant aujourd’hui ? Dans sa nouvelle Le Soldat Tchapaïev à Santiago du Chili, Luis Sepúlveda raconte une de ses actions de solidarité avec les Vietnamiens, en décembre 1965, pendant la guerre américaine. Chemin faisant, le lecteur découvre que l’écrivain était secrétaire politique de la cellule Maurice Thorez du Parti communiste chilien, que son camarade pilotait la cellule Nguyen Van Troi, qu’ils débattaient entre eux de La Révolution permanente (de Léon Trotski) et de L’État et la Révolution (de Lénine), qu’ils se souvenaient que, « à la douma de Saint-Pétersbourg, bolcheviks et mencheviks avaient discuté soixante-douze heures avant d’appeler les masses russes à l’insurrection », qu’ils courtisaient les filles en les invitant à lire Et l’acier fut trempé, de Nikolaï Ostrovski, et à aller voir des films soviétiques… Des histoires internationalistes de ce genre, il y en eut des milliers, des millions en vérité.

Après Moscou, Davos ? La faillite du modèle soviétique a précipité le triomphe d’un autre universalisme, mais de sens contraire, celui des classes possédantes. Le renversement fut à ce point foudroyant que dès 2000 l’historien Perry Anderson notait, dans un article remarqué : « Pour la première fois depuis la Réforme, il n’y a plus d’opposition proprement dite — c’est-à-dire de vision du monde rivale — dans l’univers de la pensée occidentale ; et presque aucune à l’échelle mondiale, si l’on exclut les doctrines religieuses, archaïsmes inopérants (…). Le néolibéralisme, en tant qu’ensemble de principes, règne sans partage sur le globe (7). » Avec cette conséquence, sonnante et trébuchante, que, selon Branko Milanović, économiste à la Banque mondiale, depuis 1988 l’augmentation de la richesse globale provoque celle des inégalités, alors qu’après 1914 c’était l’inverse. Or il ne voit pas dans le volontarisme social d’autrefois l’effet d’une coïncidence : « La pression de la révolution russe, celle du mouvement socialiste et du syndicalisme, renforcées par le désenchantement des classes populaires envers les classes riches, jugées responsables du conflit, ont accentué le phénomène de redistribution (8). » Une fiscalité progressiste, le code du travail, la journée de huit heures, la sécurité sociale, la réticence à confier aux riches les rênes de l’État : tout cela ne fut pas étranger au mythe d’Octobre pour les uns, à la crainte d’une révolution chez les autres. Une fois celle-ci conjurée, les contreparties malheureuses de la « mondialisation heureuse » se sont multipliées : restauration sociale, « droit d’ingérence » occidental, privatisation des services publics, disqualification de tout projet révolutionnaire — communiste, anarchiste, autogestionnaire.

Anticipant de quelques semaines la dislocation de l’Union soviétique, un avocat français — de centre gauche et académicien — apporta en août 1991 une touche mélancolique aux proclamations éblouies sur la « fin de l’histoire ». « Est-il possible d’avancer, écrivait alors Jean-Denis Bredin, que le socialisme n’eût peut-être été, chez nous, qu’un radicalisme autrement dénommé s’il n’y avait eu le communisme qui le surveillait, qui le talonnait, toujours prêt à lui prendre sa place, le communisme qui l’empêchait de dériver trop vite, ou trop fort ? (…) Est-il possible d’avancer que tous ces entêtés, ces sectaires, ces grévistes infatigables, ces envahisseurs de nos usines et de nos rues qui fichaient le désordre, ces obstinés qui ne cessaient de réclamer des réformes en rêvant de la révolution, ces marxistes, à contre-courant de l’histoire, qui empêchèrent le capitalisme de bien dormir, nous leur devons beaucoup (9) ? »

La « fin du communisme » a paru trancher le grand débat qui opposa les deux principaux courants de la gauche internationale après la révolution russe, la défaite d’un des protagonistes signifiant la victoire de l’autre, c’est-à-dire la revanche de la social-démocratie sur son cadet plus turbulent. Mais ce triomphe a été de courte durée. Le centenaire de la prise du Palais d’hiver coïncide en effet avec la rafale de revers que vient d’essuyer le courant réformiste. La dynastie Clinton est balayée ; MM. Anthony Blair, Felipe González et Gerhard Schröder font des affaires ; quant à M. François Hollande… Simultanément, une forme d’impatience, de radicalité renaît dans la plupart de ces pays — et ailleurs.

Peu avant la célébration aux airs d’exorcisme du bicentenaire de 1789 en France, le socialiste Michel Rocard estimait « que la Révolution, c’est dangereux et que, si on en fait l’économie, ce n’est pas plus mal (10) ». Trente ans ont passé, la mondialisation s’est imposée, les fantômes sont revenus, et la momie de la révolution remue encore.

(1) Lénine, 24 juin 1917. Cité par Victor Serge, Lénine, 1917 (1924).

(2) Lénine, La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme ») (1920).

(3) Cf. sur ce point Moshe Lewin, Le Siècle soviétique, Fayard - Le Monde diplomatique, Paris, 2003, et Eric Hobsbawm, Marx et l’histoire, Demopolis, Paris, 2008.

(4) Simone Weil, « Méditations sur l’obéissance et la liberté », dans Œuvres complètes, tome II, Écrits historiques et politiques, Gallimard, Paris, 1991.

(5) Julian Mischi, Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970, Agone, Marseille, 2014.

(6) Cf. Eric Hobsbawm, L’Âge des extrêmes, Complexe - Le Monde diplomatique, Bruxelles-Paris, 1999.

(7) Perry Anderson, « Renewals », New Left Review, no 1, Londres, janvier-février 2000.

(8) Le Monde, 21 juillet 2016.

(9) Jean-Denis Bredin, « Est-il permis ? », Le Monde, 31 août 1991.

(10) Cité par Eric Hobsbawm, Aux armes, historiens. Deux siècles d’histoire de la Révolution française, La Découverte, Paris, 2007.